



# AUGMENTER LES SALAIRES UNE MESURE DE JUSTICE UNE URGENCE ECONOMIQUE

Face à la crise, les médias bien-pensants et les économistes adeptes du libéralisme nous serinent journalièrement que l'austérité est la solution incontournable, et qu'il nous faut tous faire « des efforts » pour sortir de ce marasme économique.

**Le blocage des salaires fait partie de l'arsenal des mesures avancées.** Patronat et gouvernement sont sur la même longueur d'onde.



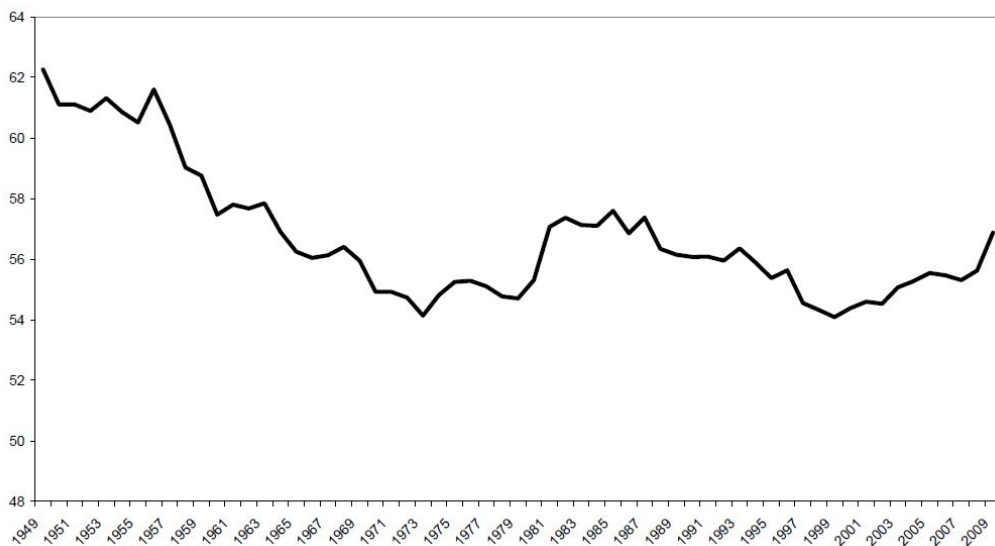
**La CGT a une toute autre analyse. *Trois idées fortes nous motivent***

Une des solutions, l'AUGMENTATION des SALAIRES. → Pourquoi ? → Comment ?

**1. La hausse des salaires est nécessaire pour accroître la consommation et relancer la croissance économique.**

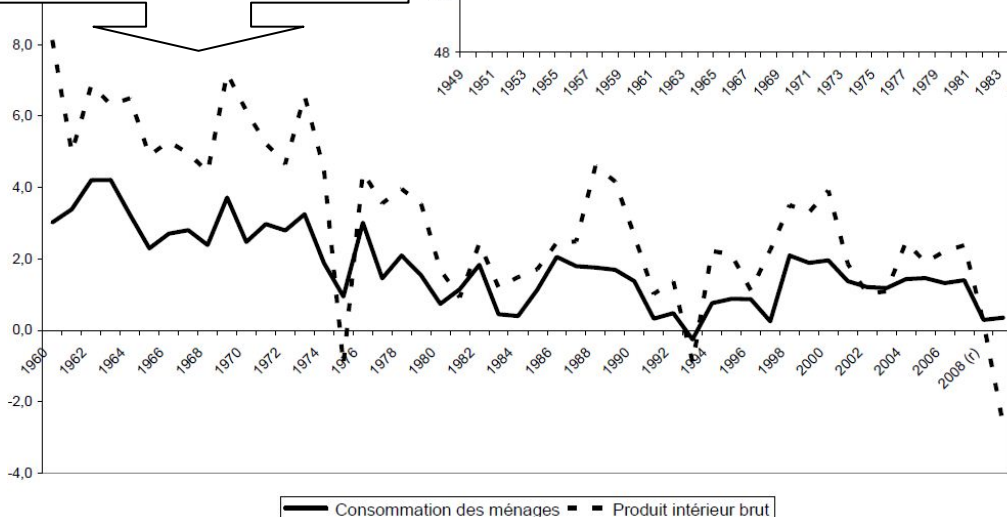
L'activité économique est mesurée par les richesses nouvelles créées par les travailleurs.

part de la consommation des ménages dans le PIB (en %)



L'évolution du PIB dépend très largement de la consommation des ménages. Celle-ci compte pour plus de la moitié (57%) du PIB

La consommation des ménages tire la croissance économique



La croissance économique suit l'évolution de la consommation.  
**Conclusion :** pour avoir plus de croissance économique, créatrice d'emplois, il faut avoir plus de consommation

# Le meilleur moyen pour augmenter la consommation des ménages est d'augmenter les salaires.



## 2. Rééquilibrer le partage de la valeur ajoutée en faveur des travailleurs.

Ce qui handicape la France, ce n'est pas le « coût du travail » mais bien les prélèvements financiers.

En 1950, pour 100 € de salaires brut versés aux salariés (*ce qui intègre les cotisations sociales payées par les salariés*) les entreprises versaient 10 € à leurs actionnaires et 4 € sous la forme de charges d'intérêt de leurs dettes.

**Aujourd'hui, pour 100 € de salaires versés aux salariés, les actionnaires reçoivent 49 € et les créanciers 18 €.**

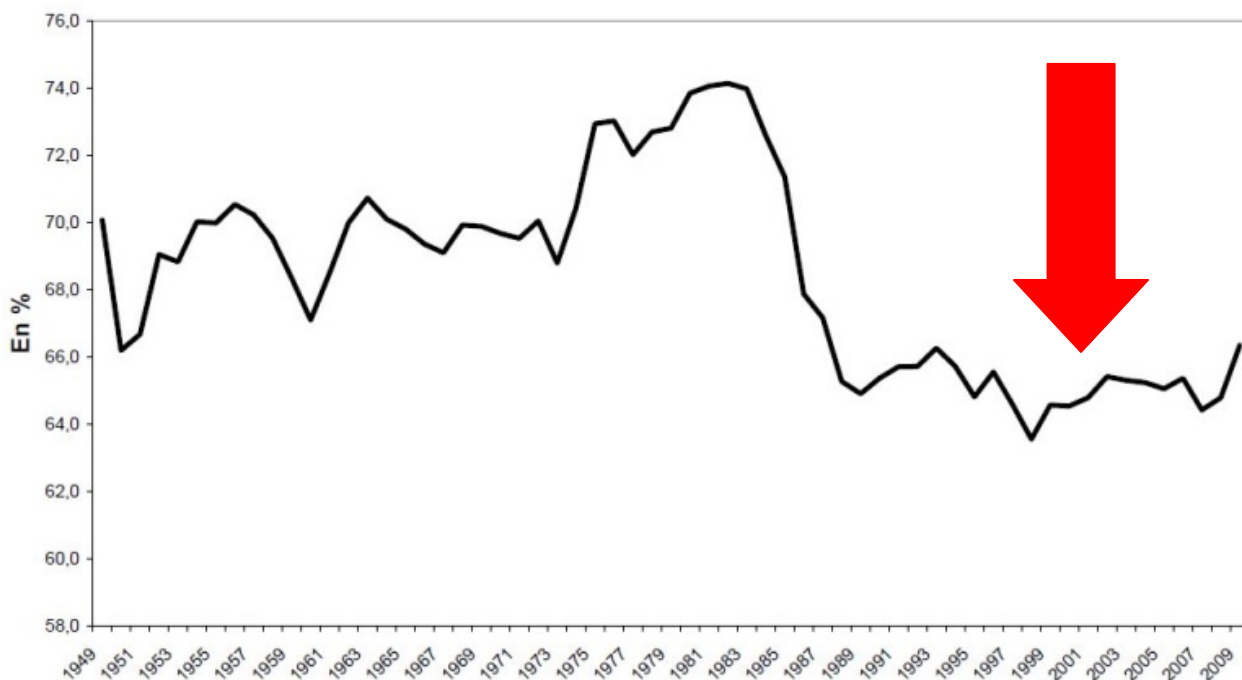
**Le patronat et le gouvernement prétendent qu'il n'est pas possible d'augmenter les salaires. C'EST FAUX !**

Autrement dit, les prélèvements financiers sont équivalents à 2/3 du salaire brut !

**La part des salaires dans la valeur ajoutée (richesses créées) a reculé de 10 points dans les années 1980.** Cette tendance se poursuit.

Chaque point de PIB représentant 20 milliards d'€ par an, c'est donc 200 milliards d'€ supplémentaires qui passent, chaque année et cela depuis plus de vingt ans, du coût du travail à celui du capital et des profits patronaux.

Part de la masse salariale dans la Valeur ajoutée

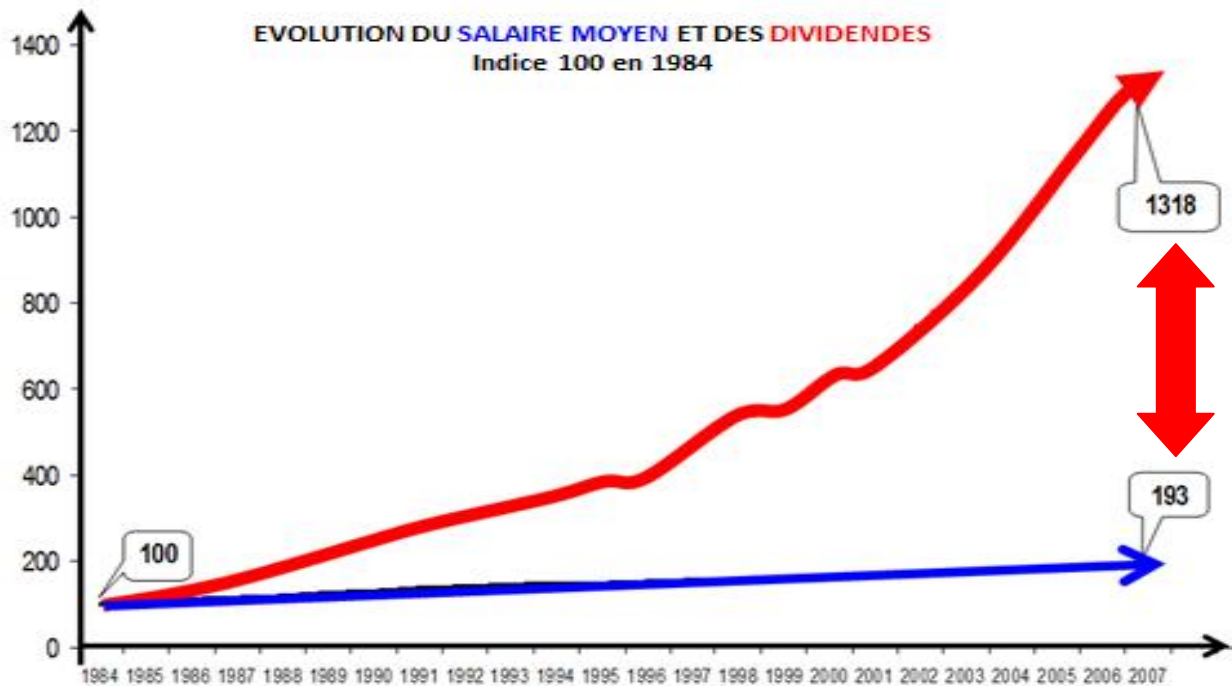


Concernant le « coût du travail » en France, il se situe dans la moyenne des pays qui ont à peu près le même développement économique et social.

En revanche, la France se situe dans le peloton de tête en ce qui concerne la productivité du travail, c'est-à-dire la quantité de biens et

services, de marchandises, que la force de travail permet de produire en un laps de temps donné.

Lorsque l'on tient compte de cette productivité, la rémunération des salariés est plus élevée au Danemark, en Suède, en Finlande, en Autriche, en Allemagne, en Italie, au Pays Bas...



### 3. Augmenter les salaires pour accroître les ressources de la protection sociale.

Dans le « modèle social » français, le salaire est composé de deux parties :

- **une partie qui est directement versée au salarié, c'est le salaire net.**
- **L'autre partie est mise dans un « pot commun », à savoir les cotisations sociales.**

Il faut bien préciser que les cotisations sociales forment une partie du salaire qui, au lieu d'être directement versée au salarié, sert à financer la production des « biens publics » de l'ensemble de la protection sociale.

Les cotisations sociales dites « patronales » font partie intégrante du salaire.

Si on supprimait les cotisations sociales, autrement dit si on changeait du jour au lendemain notre « modèle social », il faudrait augmenter les salaires nets à due concurrence.

Tout serait directement versé aux salariés, à charge pour eux de se débrouiller pour la santé, la retraite... d'eux-mêmes et de leur famille !

**Finie la solidarité !**

Seuls les très riches de nos concitoyens pourraient éventuellement y parvenir.

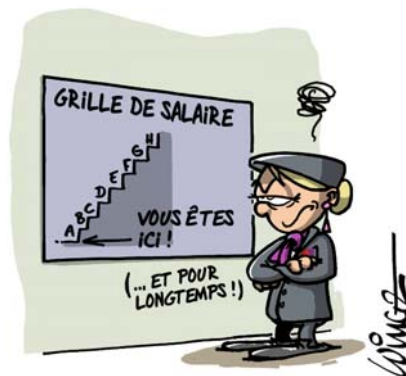
On voit tout l'intérêt de **sauvegarder et d'améliorer notre système de protection sociale.**

Or, les politiques salariales menées depuis trente ans, le chômage qui en découle, la financiarisation de l'économie mettent à mal les ressources de la Sécurité sociale et des caisses de retraites complémentaires, assurance chômage...

**L'augmentation des salaires est un des paramètres incontournables, avec la réduction du chômage, d'un apport efficace en ressources.**

Un seul point d'augmentation de la masse salariale = 2 milliards d'€uros de cotisations supplémentaires ...

Le rééquilibrage de la part réservée aux salariés dans la valeur ajoutée telle que nous la connaissons il y a trente ans apporterait au bas mot 30 milliards d'€uros annuels dans les caisses de la protection sociale.



**La société est donc confrontée à un choix politico-économique :**

- Soit on continue la dérive financière imposée ces trente dernières années, à savoir paupérisation de la population qui travaille au profit de la seule finance et de l'actionnariat.
- Soit l'on impose une plus juste répartition des richesses engendrées par le travail au profit de ceux qui créent cette plus value.

**Cela contribuera à l'amélioration du niveau de vie de nos concitoyens et assurera un haut niveau de protection sociale.**

**Avec la CGT  
l'expression des  
salariés pour  
l'augmentation  
des salaires  
est la seule  
solution.**



## **BULLETIN D'ADHESION**

Nom Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_ Mail \_\_\_\_\_

Organisme \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

A retourner à la Fédération des Organismes Sociaux CGT Case 536 93515 Montreuil Cedex Fax 01 48 18 83 59 Mail [fede@orgasociaux.cgt.fr](mailto:fede@orgasociaux.cgt.fr)